

**Direction Régionale de l'Environnement, de
l'Aménagement et du Logement du Centre**

St Cyr en Val, le 8 novembre 2010

Unité territoriale du Loiret

INSTALLATIONS CLASSEES

Société SAFIL

Commune de BONNY SUR LOIRE

**Arrêté préfectoral complémentaire (conformité IPPC
et actualisation du classement)**

RAPPORT DE L'INSPECTION DES INSTALLATIONS CLASSEES

I – Présentation de la société et contexte :

La société SAFIL implantée sur le territoire de BONNY SUR LOIRE est spécialisée dans la production de matériel de manutention et de stockage, des accessoires d'agencement de magasins, des présentoirs publicitaires et des pièces industrielles en fil.

L'établissement est réglementé par les arrêtés préfectoraux suivants :

- arrêté préfectoral du 21 novembre 1988 autorisant la société SAFIL à poursuivre les activités exercées dans son usine de fabrication d'articles en fils métalliques située à BONNY SUR LOIRE,
- arrêté préfectoral complémentaire du 7 Août 2007 imposant des prescriptions complémentaires à la société SAFIL relatives au contrôle des circuits d'élimination des déchets,
- arrêté préfectoral complémentaire du 6 décembre 2007 imposant des prescriptions complémentaires en application de l'arrêté ministériel du 30 juin 2006 et de la directive IPPC,
- arrêté préfectoral complémentaire du 30 octobre 2009 relatif aux rejets de substances dangereuses dans le milieu aquatique.

L'établissement est soumis à autorisation au titre des installations classées pour les activités suivantes :

- 2560-1 : Travail mécanique des métaux,
- 2564-1 : Nettoyage, dégraissage, décapage de surfaces par des procédés utilisant des liquides organohalogénés ou des solvants organiques,
- 2565-2a : Revêtement métallique ou traitement de surfaces.

Notamment, les activités de traitement de surfaces de la société SAFIL composées d'une chaîne de zingage de 14 baignoires d'un volume total de 46,6 m³ relève de la catégorie 2.6 de l'annexe I de la directive IPPC intitulée « installations de traitement de surfaces de métaux et matières plastiques utilisant un procédé électrolytique ou chimique, lorsque le volume des cuves affectées au traitement mis en œuvre est supérieur à 30 m³ »

Dans ce contexte, l'arrêté préfectoral complémentaire du 6 décembre 2007 avait pour objectifs :

- d'une part d'imposer le respect des valeurs limites d'émissions de l'arrêté ministériel du 30 juin 2006 relatif aux installations de traitements de surfaces soumises à autorisation au titre de la rubrique 2565 de la nomenclature des installations classées,
- d'autre part, de prescrire une analyse technico-économique des écarts entre les émissions du site et les valeurs de référence pour les paramètres dont la valeur limite d'émission de l'arrêté du 30 juin 2006 sont supérieures aux valeurs limites d'émission (VLE) de référence obtenues par la mise en œuvre des meilleures techniques disponibles (MTD) ou pour les paramètres ne faisant pas l'objet de VLE dans l'arrêté ministériel du 30 juin 2006 mais ayant des VLE de références obtenues par la mise en œuvre des MTD.

II – Situation actuelle et objet du présent rapport :

Afin de répondre aux prescriptions de son arrêté préfectoral du 6 décembre 2007, l'exploitant a communiqué à l'inspection une étude technico-économique en mai 2008.

Par ailleurs, dans le cadre de l'arrêté ministériel du 29 juin 2007, l'exploitant a remis le bilan de fonctionnement décennal de son établissement de BONNY SUR LOIRE qui présente également des éléments de réponse vis-à-vis des prescriptions de l'arrêté préfectoral du 6 décembre 2007.

Les rapports précités communiqués par l'exploitant et complétés par un courrier du 19 janvier 2010, permettent de réglementer les valeurs limites d'émissions des rejets atmosphériques et aqueux issus des activités de traitement de surfaces de l'établissement SAFIL et prescrire quand cela s'avère économiquement acceptable des valeurs limites d'émission comprises dans l'intervalle des valeurs limites d'émission de références obtenues par la mise en œuvre des MTD.

Conformité vis-à-vis de l'arrêté ministériel du 30 juin 2006 et des documents de référence BREF traitement de surfaces et VLE imposées dans le cadre du projet d'arrêté préfectoral complémentaire:

Rejets atmosphériques de l'établissement activité traitement de surfaces :

Paramètre	VLE issues de l'APC du 7/08/2007 (mg/Nm ³)	Position de l'exploitant	VLE imposées dans le nouvel APC (mg/Nm ³)
Acidité totale (H ⁺)	0,5	Conformité AM du 30/06/2006 Pas de référence pour le BREF relatif au traitement de surfaces	0,5
HF	2	Conforme VLE seuil haut du BREF relatif au traitement de surfaces	2
Cr total	1	Conformité AM du 30/06/2006 Pas de référence pour le BREF relatif au traitement de surfaces	1
Cr VI	0,1	Conforme BREF relatif au traitement de surfaces	0,1
Alcalins (OH)	10	Conformité AM du 30/06/2006 Pas de référence pour le BREF relatif au traitement de surfaces	10
COV totaux	110	Conformité AM du 2/02/1998 relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des ICPE soumises à autorisation. Paramètre non réglementé dans le cadre de l'AM du 30/06/2006.	110

Conformément à l'arrêté ministériel du 30 juin 2006 relatif aux installations de traitements de surfaces soumises à autorisation au titre de la rubrique 2565 de la nomenclature des installations classées, les valeurs limites d'émission prescrites sont des valeurs moyennes journalières.

Rejets aqueux de l'établissement activité traitement de surfaces :

Paramètre	VLE issues de l'APC du 7/08/2007 (mg/L)	Flux fixés dans l'APC du 7/08/2007 (kg/j)	Position de l'exploitant	VLE imposées dans le nouvel APC (mg/L)	Flux imposés dans le nouvel APC (kg/j)
MES	30	3,60	Conformité AM du 30/06/2006 Conformité BREF relatif au traitement de surfaces	30	3,60
DBO5	40	4,80	Pas de référence pour ce paramètre dans l'AM du 30/06/2006 et dans le BREF relatif au traitement de surfaces	40	4,80
DCO rejet direct	150	12	Conformité AM du 30/06/2006 Conformité BREF relatif au traitement de surfaces	150	12
Azote total	10	1,20	Conformité AM du 30/06/2006 Pas de référence pour le BREF relatif au traitement de surfaces	10	1,20
Hydrocarbures	5	0,010	Conformité AM du 30/06/2006 Conformité BREF relatif au traitement de surfaces	5	0,010
Détergents	1	0,12	Pas de référence pour ce paramètre dans l'AM du 30/06/2006 et dans le BREF relatif au traitement de surfaces	1	0,12
Chrome VI	0,1	0,01	Conformité AM du 30/06/2006 Conformité BREF relatif au traitement de surfaces	0,1	0,01
Chrome III	2	0,004	Conformité AM du 30/06/2006 Conformité BREF relatif au traitement de surfaces	2	0,004
Cadmium	0,2	0,02	Conformité AM du 30/06/2006 Conformité BREF relatif au traitement de surfaces	0,2	0,02
Nickel	2	0,004	Conformité AM du 30/06/2006 Conformité BREF relatif au traitement de surfaces	2	0,004
Cuivre	2	0,24	Conformité AM du 30/06/2006 Pas de référence pour le BREF relatif au traitement de surfaces	2	0,24
Zinc	3	0,006	Conformité AM du 30/06/2006 Non conformité BREF relatif au traitement de surfaces (2 mg/L) L'exploitant a réalisé 100 000 euros de travaux sur la station de détoxification. Le paramètre Zinc est mieux traité mais n'atteint pas une concentration constante inférieure à 2 mg/L (valeur BREF)	3	0,006
Fer	5	0,6	Conformité AM du 30/06/2006 Conformité BREF relatif au traitement de surfaces	5	0,6
Aluminium	5	0,6	Conformité AM du 30/06/2006 Conformité BREF relatif au traitement de surfaces	5	0,6
Plomb	0,5	-	Conformité AM du 30/06/2006 Conformité BREF relatif au traitement de surfaces	0,5	0,12 (condition de flux de l'AP du 21/10/1988)
Autre métaux	1	0,12	Pas de référence pour ce paramètre dans l'AM du 30/06/2006 et dans le BREF relatif au traitement de surfaces	1	0,12
Total métaux	15	1,80	Pas de référence pour ce paramètre dans l'AM du 30/06/2006 et dans le BREF relatif au traitement de surfaces	15	1,80

Paramètre	VLE issues de l'APC du 7/08/2007 (mg/L)	Flux fixés dans l'APC du 7/08/2007 (kg/j)	Position de l'exploitant	VLE imposées dans le nouvel APC (mg/L)	Flux imposés dans le nouvel APC (kg/j)
Cyanures	0,1 (moyenne journalière)	0,015	Conformité AM du 30/06/2006 Conformité BREF relatif au traitement de surfaces	0,1 (moyenne journalière)	0,015
Fluorures	12	1,20	Conformité AM du 30/06/2006 Conformité BREF relatif au traitement de surfaces	12	1,20
Nitrites	1	0,12	Dépassement régulier du seuil. L'exploitant a consulté son fournisseur qui indique qu'il n'y a pas de solution d'amélioration pour la station dans sa configuration actuelle, sachant que l'eau de ville alimentant la chaîne de traitement de surfaces contient à l'origine 38 mg/L de nitrates qui sont transformés en nitrites dans le process de la station. Deux techniques très onéreuses permettent le traitement des nitrites : l'osmose inverse ou les bassins de décantation successifs avec traitement par bactéries. Au regard des mesures effectuées par l'exploitant sur les effluents, la VLE peut être fixée à 10 mg/L (valeur plus restrictive que l'AM du 30/06/2006 qui est de 20mg/L mais qui n'atteint pas la valeur BREF fixée à 2 mg/L).	10	0,04 (condition de flux de l'AM du 30/06/2006)
Phosphore	10	1,20	Conformité AM du 30/06/2006 Conformité BREF relatif au traitement de surfaces	10	1,20

Conformément à l'arrêté ministériel du 30 juin 2006 relatif aux installations de traitement de surfaces soumises à autorisation au titre de la rubrique 2565 de la nomenclature des installations classées, les valeurs limites d'émission prescrites sont des valeurs moyennes journalières.

Périodicité des mesures et contrôles des rejets atmosphériques et aqueux du site :

Les activités de traitement de surfaces exercées par la société SAFIL sont soumises aux prescriptions de l'arrêté ministériel du 30 juin 2006 et notamment les articles 34 et 35 relatifs à la périodicité des mesures.

Les nouvelles dispositions prises à ce sujet dans le cadre du projet d'arrêté préfectoral permettent d'imposer pour chaque paramètre caractérisant les rejets de SAFIL soit la périodicité d'analyse issue de l'arrêté ministériel du 30 juin 2006, soit celle de l'arrêté préfectoral du 21 novembre 1988 lorsqu'elle est plus restrictive.

Actualisation du tableau de classement de la société SAFIL :

Historiquement, l'évolution du site et de la réglementation s'articule de la façon suivante :

- Un dossier réalisé le 7 février 1979 par SAFIL spécifie que l'exploitation de BONNY SUR LOIRE date de 1958. Ce dossier a abouti à un arrêté préfectoral en date du 19 mars 1980.
- Le 6 mai 1986, SAFIL a présenté un nouveau dossier de mise à jour administrative du site aboutissant à l'arrêté préfectoral actuel d'autorisation en date du 21 novembre 1988.
- En 2003, au vu de la modification de la nomenclature introduite par le décret n°02645 du 30 avril 2002, SAFIL a déclaré, en bénéficiant de l'antériorité, au titre de la rubrique 2564, un volume de bain de 2 200 L et au titre de la rubrique 2565, un volume de bain de 92 800 L.

Au regard de l'historique du site, des activités équivalentes exercées depuis 1979 et du bilan décennal de fonctionnement présenté en septembre 2007, les modifications du site SAFIL à BONNY SUR LOIRE ne sont pas qualifiées comme étant des modifications substantielles. Cependant le tableau de classement de la société n'a jamais été actualisé dans le cadre d'un arrêté préfectoral complémentaire. Le présent arrêté préfectoral complémentaire permet ainsi

d'actualiser le tableau de classement qui a été communiqué dans le cadre du bilan décennal du 20 décembre 2006 et précisé par un courrier de l'exploitant du 6 novembre 2009.

Ancienne Rubr.	Rubr.	Ali.	A, DC D, NC	Libellé de la rubrique (activité)	Nature de l'installation	Seuil du critère	Ancien volume autorisé	Volume autorisé	Unités du volume autorisé
281-1	2560	1	A	Travail mécanique des métaux et alliages. La puissance installée de l'ensemble des machines fixes concourant au fonctionnement de l'installation	Puissance machines installées	> 500	1 800	1370	kW
288-1	2565	2a	A	Revêtement métallique ou traitement (nettoyage, décapage, conversion, polissage, attaque chimique, vibro-abrasion, etc..) de surfaces (métaux, matières plastiques, semi-conducteurs, ect..) par voie électrolytique ou chimique à l'exclusion du nettoyage, dégraissage, décapage de surfaces visés par la rubrique 2564. 2a - procédés utilisant des liquides (sans mise en œuvre de cadmium et à l'exclusion de la vibro-abrasion), le volume des cuves de traitement de mise en œuvre étant supérieur 1 500 Litres	1 chaîne de zingage de 14 baignoires d'un volume totale de 46,6 m3	>1 500	92 800	46 600	L
251	2564	1	A	Nettoyage, dégraissage, décapage de surfaces (métaux, matières plastiques, etc..) par des procédés utilisant des liquides organohalogénés ou des solvants organiques. 1. Le volume des cuves de traitement étant supérieur à 1 500 Litres	1 poste de dégraissage avant peinture d'une capacité de 2 800 Litres et 2 fontaines à solvants de 200 Litres soit un volume total de 3 200 Litres	>1 500	2 200	3 200	L
405-B-1-b 272 A	2940	3b	DC	Vernis, peinture, apprêt, colle, enduit, etc.. (<i>application, cuisson, séchage de</i>) sur support quelconque (métal, bois, plastique, cuir, papier, textile, ...) à l'exclusion: - des activités de traitement ou d'emploi de goudrons, d'asphalte, de brais et de matières bitumineuses, couvertes par la rubrique 1521; - des activités couvertes par les rubriques 2445 et 2450; - des activités de revêtement sur véhicules et engins à moteurs couvertes par la rubrique 2930; - ou de toute autre activité couverte explicitement par une autre rubrique 3. Lorsque les produits mis en œuvre sont des poudres à base de résines organiques. Si la quantité maximale de produits susceptible d'être mise en œuvre est : b) supérieure à 20 kg/j, mais inférieure ou égale à 200 kg/j		>20 mais ≤ 200	40	50	Kg/j
211-B-1	1412	2b	DC	Gaz inflammables liquéfiés (<i>stockage en réservoirs manufacturés de</i>), à l'exception de ceux visés explicitement par d'autres rubriques de la nomenclature : Les gaz sont maintenus liquéfiés à une température telle que la pression absolue de vapeur correspondante n'excède pas 1,5 bar (stockages réfrigérés ou cryogéniques) ou sous pression quelle que soit la température. La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant : b) supérieure à 6 t, mais inférieure à 50 t	1 cuve de propane de 65 m3	>6 mais ≤ 50	37	45,5	tonnes
153 bis	2910	A	NC	Combustion à l'exclusion des installations visées par les rubriques 167 C et 322 B4. A. Lorsque l'installation consomme exclusivement, seuls ou en mélange, du gaz naturel, des gaz de pétrole liquéfiés, du fioul domestique, du charbon, des fiouls lourds ou la biomasse, à l'exclusion des installations visées par d'autres rubriques de la nomenclature pour lesquelles la combustion participe à la fusion, la cuisson ou au traitement, e, mélange avec les gaz de combustion, des matières entrantes, si la puissance thermique maximale de l'installation est supérieure à 2 MW mais inférieure à 20 MW.		>2	NC	1,36	MW

361-B	2920	2	NC	Installations de réfrigération ou compression fonctionnant à des pressions effectives supérieures à 10 ⁵ Pa. Dans tous les autres cas (autre que comprimant ou utilisant des fluides inflammables ou toxiques).	Compresseurs d'air	>50	NC	45	kW
	1432	2	NC	Liquides inflammables (<i>stockage en réservoirs manufacturés de</i>) 2. stockage de liquides inflammables visés à la rubrique 1430	1 cuve de 2 800 L et 2 fûts de 200 L de DNI	Ceq>10	NC	3,2	m3

A : autorisation

D : déclaration,

DC : déclaration, soumis au contrôle périodique prévu par l'article L512-11 du Code de l'Environnement

NC : non classable

Volume : éléments caractérisant la consistance, le rythme de fonctionnement, le volume des installations ou les capacités maximales autorisées

Il convient de préciser que l'établissement n'est plus réglementé pour la détention d'appareils contenant des PCB. Par courrier en date du 6 décembre 2007, l'exploitant a transmis le certificat de destruction pour les deux appareils contenant respectivement 740 kg et 665 kg de PCB.

III – Proposition de l'inspection des installations classées :

L'exploitant a apporté les éléments permettant de juger de la possibilité technique et économique de respecter des VLE issues des « BREFs » traitement de surfaces. Il s'avère que pour deux paramètres des rejets aqueux de l'établissement SAFIL à BONNY SUR LOIRE, l'exploitant est dans l'impossibilité technique et économique d'atteindre les valeurs des « BREFs » :

- pour le zinc : malgré des travaux d'amélioration de la station de détoxification, le traitement ne permet pas d'atteindre la concentration de 2 mg/L en sortie, cependant elle s'en approche (3 mg/L),
- pour les nitrites : la concentration en nitrates de l'eau de ville entraîne des difficultés de résultats sur les nitrites en sortie de la station de détoxification de l'établissement. Les techniques de traitement par osmose inverse ou traitement par bactéries dans des bassins de décantation successifs sont des procédés techniquement et économiquement non viables pour la société SAFIL. L'exploitant propose en compensation de respecter une valeur plus contraignante que l'arrêté ministériel du 30 juin 2006 (10 mg/L au lieu de 20 mg/L).

Les VLE proposées dans le cadre du présent arrêté préfectoral complémentaire respectent l'arrêté ministériel du 30 juin 2006 relatif aux installations de traitements de surfaces soumises à autorisation au titre de la rubrique 2565 de la nomenclature des installations classées pour l'ensemble des paramètres contrôlés mais également les VLE des « BREFs » traitement de surfaces (à l'exception des paramètres zinc et nitrites). Au regard de la justification des valeurs limites d'émissions des rejets aqueux et atmosphériques de l'établissement SAFIL, l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement propose à Monsieur le Préfet du Loiret d'imposer par voie d'arrêté préfectoral complémentaire les valeurs limites d'émission présentées précédemment dans le présent rapport.

Afin d'actualiser le tableau de classement de l'établissement, le projet d'arrêté préfectoral reprend également le tableau communiqué par l'exploitant dans son rapport bilan décennal du 20 décembre 2006.

Conformément à l'article R512-31 du Code de l'Environnement, ce projet doit être soumis préalablement aux membres du Conseil Départemental de l'Environnement, des Risques Sanitaires et Technologiques.

Signé

Vu et transmis avec avis conforme

Signé